

La présidente nationale du STTP somme le Conseil du Trésor de retourner à la table de négociation

Le 28 avril 2023

OTTAWA – Aujourd’hui, Jan Simpson, présidente nationale du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), a enjoint le gouvernement fédéral de cesser de faire de l’obstruction et de retourner à la table de négociation. Elle soutient que le gouvernement doit présenter une nouvelle offre qui répond aux besoins des travailleuses et travailleurs représentés par l’Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC).

Ces quelque 160 000 travailleurs et travailleuses ont attendu assez longtemps. Ils s’appauvrissent et ils méritent le respect.

« Ces travailleuses et travailleurs sont sans convention collective depuis plus de deux ans. Malgré tout, ils ont pris soin des Canadiens durant la pandémie, en se mobilisant rapidement pour leur fournir les services essentiels et les prestations dont ils avaient besoin. Les travailleuses et travailleurs du secteur public ont pris soin de la population canadienne. Le temps est maintenant venu de prendre soin d’eux », déclare M^{me} Simpson.

« Au Canada, les travailleuses et travailleurs ont un droit constitutionnel à la négociation collective, rappelle-t-elle. Le gouvernement doit respecter ce droit, retourner à la table de négociation et négocier une entente équitable pour ces travailleuses et travailleurs. »

Les membres du STTP ont fait l’objet de lois de retour au travail en 2011 et en 2018, imposées respectivement par le gouvernement de Stephen Harper et celui de Justin Trudeau. La loi de retour au travail de 2011 a finalement été jugée inconstitutionnelle, mais la constitutionnalité de celle de 2018 fait toujours l’objet d’une contestation devant les tribunaux.

« Le droit à la négociation collective et le droit de grève sont des droits fondamentaux, protégés par la *Charte canadienne des droits et libertés*, fait remarquer M^{me} Simpson. C’est en fait Pierre Trudeau, le père de l’actuel premier ministre, qui a consacré ces droits, essentiels à notre démocratie. Lorsque les gouvernements imposent des lois de retour au travail, ils sapent la capacité des travailleuses et travailleurs à la négociation collective libre et équitable. »

« Le STTP offre tout son soutien et sa solidarité aux membres de l'AFPC, car leur lutte est celle de tous les travailleurs et travailleuses du Canada », conclut M^{me} Simpson.

--

Renseignements : Siân Griffiths, service des communications du STTP, 613-882-2742 ou media@cupw-sttp.org.

gl/scfp1979 //mlg sepb 225